

Le désarmement nucléaire, la société civile et la démocratie

Andrew Lichterman

Les discussions sur la société civile qui interviennent au niveau international portent généralement, et c'est bien normal, sur la société civile mondiale. En tant qu'Américain écrivant sur la société civile et le désarmement nucléaire et en raison du problème majeur que représente le fait que les États-Unis ne progressent pas dans ce domaine malgré les récentes déclarations des élites politiques américaines, je crois qu'il vaut mieux se concentrer sur la société civile américaine et sur l'influence qu'eurent sur la société civile les mouvements européens et américains de désarmement qui retenaient auparavant l'attention. Pour un observateur américain, le monde de la maîtrise des armements et du désarmement est déconcertant. Si des hommes d'État influents et même des dirigeants d'États dotés d'armes nucléaires prononcent des discours encourageants sur le désarmement, l'élimination des arsenaux nucléaires semble toujours aussi lointaine. Le Président Obama a résumé ce paradoxe en déclarant à Prague, dans une citation qui est d'ailleurs souvent reprise, que le désarmement nucléaire doit être atteint, mais ne se réalisera probablement pas de son vivant.

Le premier signe concret de ce nouvel engagement supposé des principales puissances nucléaires en matière de désarmement est le nouveau Traité sur la réduction des armements stratégiques (START). Cet instrument ne devrait pourtant conduire, sur de nombreuses années, qu'à de petites réductions et laisser en place des arsenaux pouvant détruire la civilisation. Aux États-Unis, pour que puisse avancer le processus devant aboutir à la ratification du Traité, l'engagement doit être pris à l'égard du complexe militaro-industriel de consacrer des centaines de milliards de dollars à des mesures qui feront que le désarmement restera un rêve inaccessible : le maintien et la modernisation des systèmes d'armes nucléaires et des laboratoires et usines qui les conçoivent et les fabriquent¹.

Dans un monde assailli par les crises économiques, écologiques ou de ressources susceptibles de générer des conflits entre les grandes puissances pour des raisons classiques ou nouvelles, ceux qui se posent en spécialistes des questions d'armement évoquent rarement le risque de guerre entre les États les plus puissants possédant des armes nucléaires. Au lieu de cela, les discussions publiques sur la non-prolifération et le désarmement se focalisent sur les dangers nucléaires que représenteraient de petits États et même de petits groupes armés ne disposant d'aucune arme nucléaire.

Il y a 25 ans, il existait aux États-Unis et ailleurs divers mouvements très engagés en faveur du désarmement. Aujourd'hui, la plupart de ces mouvements ont disparu aux États-Unis. Ils ont

Andrew Lichterman vit dans la région de la baie de San Francisco, en Californie (États-Unis), et a travaillé durant la majeure partie des 30 dernières années sur les questions de désarmement dans différents cadres. Il est membre des conseils de la Western States Legal Foundation et du Los Alamos Study Group. Les vues exprimées dans cet article n'engagent que lui.

cédé la place à la « communauté du désarmement et de la maîtrise des armements », une sous-culture d'organisations non gouvernementales (ONG) qui consacre la plupart de ses ressources aux débats d'orientation et aux propositions dans les capitales et les instances internationales de négociation. Ces groupes utilisent généralement les techniques habituelles des groupes de pression politique : ils offrent des analyses politiques qualifiées, portent des informations à la connaissance du public et mobilisent l'opinion publique pour rallier le soutien en faveur de propositions engagées par des élites dirigeantes jugées favorables au désarmement.

La disparition des mouvements et l'évolution progressive de la plupart des institutions restantes vers des groupes de pression professionnalisés défendant une cause unique sont, à mon avis, moins le résultat de décisions des organisations et des gens que le reflet d'une évolution plus profonde touchant non seulement le domaine du désarmement mais d'autres initiatives en faveur d'un mode de vie plus équitable, démocratique et écologiquement viable. Suite à ces grandes transformations, nous avons aujourd'hui moins voix au chapitre qu'il y a 20 ou 30 ans sur les décisions qui affectent notre vie à tous. Si nous voulons influencer la question de ces armes absolues qui déterminent aussi fortement l'ordre des choses dans un système reposant sur la violence extrême, nous devons dans le même temps chercher à remédier à la faible démocratie qu'il nous reste.

En 1985, E.P. Thompson, une sommité du mouvement European Nuclear Disarmament (END) et l'un des plus grands historiens sociaux de son temps, publia une collection de ses travaux sur le désarmement intitulée *The Heavy Dancers*. Thompson ne débuta pas son ouvrage en évoquant les terribles dangers que faisaient peser les arsenaux de la guerre froide ni les dernières propositions en matière de traités ou de conventions ni les possibilités de négociations concernant le contrôle de ces arsenaux. Il préféra proposer une réflexion sur deux thèmes étroitement liés : le principe de cause à effet dans le domaine du changement social et l'origine des nouvelles idées politiques et de l'énergie nécessaire pour les concrétiser.

Comment les idées et les opinions changent-elles ? Comment les opinions peuvent-elles avoir un *effet* sur la politique, sur le pouvoir ?

Le domaine innovateur de la culture – celui où les opinions changent et où apparaissent de nouvelles idées et valeurs – est le plus sensible, le plus délicat, le plus important de toute notre vie publique.

[...]

Je vais démontrer que ce domaine innovateur et sensible de notre culture est, sur certains points, plus manipulé, plus marginalisé et plus menacé qu'il ne l'a été depuis longtemps. De nouvelles idées surgissent mais elles sont reprises par un « consensus » arrangé ou se retrouvent en marge de la vie publique, là où les gens manifestent encore avec des pancartes mais ne seront jamais autorisés à toucher les leviers du pouvoir².

Thompson n'était pas le seul à poser ces questions. Ces interrogations étaient même essentielles aux débats, à la structure et au projet politique de nombreux acteurs de ce mouvement de résistance multiforme qui s'opposait à l'affrontement nucléaire de la guerre froide et dans lequel s'inscrivaient les mouvements de désarmement. Entre-temps, ces thèmes ont été relégués en marge non seulement de la vie publique mais aussi des discussions des partisans du désarmement.

Thompson parlait de ce qu'on appelle habituellement la « société civile », un concept qui suscite des définitions diverses en fonction des objectifs de chacun. Dans cet article, j'entends par société civile, le domaine des organisations, des mouvements et des idées qui existent en dehors des institutions des États et de l'économie privée. Une société civile puissante permet « la création d'une société réellement autonome et démocratique dans laquelle l'État est au service de la société et le pouvoir économique est aussi contrôlé de manière démocratique »³. Si elle veut jouer un rôle utile en soutenant et élargissant une démocratie qui soit plus qu'une simple façade, la société civile doit être « capable de préserver son autonomie et des formes de solidarité face à l'économie moderne et à l'État ». [souligné dans le texte original]⁴

Même s'ils sont nombreux à souligner l'importance de la « société civile », rares sont ceux qui étudient avec attention ce qu'il faudrait pour soutenir une société civile capable de créer des mouvements et des institutions ne se contentant pas de s'aligner derrière n'importe quel groupe riche ou puissant. Il en est ainsi alors que la société civile est, en bien des endroits, beaucoup plus faible qu'à l'époque où Thompson écrivait, à l'apogée des mouvements pour la paix et le désarmement des années 80.

Il s'en est suivi une politique toujours plus limitée entre des options prédéfinies par des bureaucraties figées sur leurs positions et les grandes sociétés qui dominent l'économie mondiale. Les institutions traditionnelles, comme les églises et les communautés associées à l'agriculture artisanale, ainsi que les organisations créées par ceux n'ayant ni richesses ni pouvoir pour faire contrepoids au capital privé et à l'État, comme les syndicats ou les institutions alternatives créées par de « nouveaux mouvements sociaux » comme les mouvements pacifistes de la guerre froide, tendent à disparaître ou sont reprises. Le système politique puis la société civile ont été vidés de leur substance, réduits à des procédures et des apparences⁵. Dans le vide qui subsiste, de riches institutions créent des organisations artificielles de la société civile, allant de groupes de réflexion à de pseudo-organisations militantes financées par des associations industrielles ou des milliardaires, tandis que des fondations (autres canaux de richesses concentrées) tendent à orienter les mouvements de contestation vers des activités qui ne traiteront pas de la répartition des richesses ni du pouvoir et ne la contesteront pas vraiment non plus⁶.

La réaction principale des milieux du désarmement n'a toutefois pas été d'engager une nouvelle réflexion sur les besoins d'une société civile vigoureuse et sur le rôle que les mouvements sociaux pourraient jouer. Au lieu de cela, de nombreuses personnes et

organisations semblent juger cette évolution inévitable et s'adapter à l'appauvrissement de la société civile et de la sphère publique plutôt que de lutter contre cette tendance. Le discours et les pratiques organisationnelles du désarmement s'inspirent fortement des politiques d'autres groupes d'intérêt axés sur une seule question. Les actions en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements visent à soutenir les traités et d'autres mesures de maîtrise des armements lors de rencontres internationales, font campagne pour de modestes réductions des budgets consacrés à l'armement et tentent de mobiliser autour de ces campagnes. Les professionnels au service des ONG emploient des techniques d'argumentation spécialisées et des techniques classiques de lobbying et de négociation dans les sphères du pouvoir, tout en diffusant leurs informations par les dernières méthodes de publicité (qu'elles soient axées sur un message, une identité ou un cadre) par le biais des « médias sociaux » et électroniques pour mobiliser une opinion publique passive et parcellisée.

Des manifestations rituelles et des opérations occasionnelles de désobéissance civile tout aussi rituelles sont les vestiges de ce qui fut un jour un mouvement social, même si elles représentent aujourd'hui surtout des techniques de publicité et sont désormais encadrées, normalisées et assimilées par les techniques modernes des services de maintien de l'ordre. L'organisation de grandes manifestations vient en règle générale d'en haut ; les moyens de communication électronique et les moyens de transport longue distance bon marché permettant de concentrer des foules éphémères à partir de populations toujours plus importantes et dispersées. Les manifestations et les actes de désobéissance civile n'ont plus rien à voir avec les cadres de solidarité, de développement des capacités et d'exercice de la démocratie sur lesquels ils reposaient autrefois, et qu'ils ont contribué à mettre en place et développer. Nous manifestons encore avec des pancartes à la main, mais nous sommes plus éloignés que jamais des leviers du pouvoir.

Les techniques classiques des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sont aujourd'hui couramment utilisées par les initiatives en faveur du désarmement ; nous pouvons donc avancer un certain nombre d'hypothèses sur la façon dont se produit le changement social et sur l'ampleur du changement social nécessaire pour que le désarmement progresse de manière significative. Ces techniques s'appliquent à des objectifs suscitant un consensus social presque total et ne nécessitant que des ajustements techniques par des experts ou qui, bien que n'étant souhaités que par une partie de la population, sont possibles par le biais de négociations et de compromis entre des groupes ayant des intérêts divergents mais susceptibles d'être conciliés. Ceux qui concentrent principalement leur attention et leurs ressources sur des campagnes professionnelles et des activités de lobbying sur les sphères du pouvoir doivent être convaincus que pour réduire nettement le risque que des armes nucléaires ne soient employées et réussir un jour à éliminer ces armes il n'est pas nécessaire de changer d'autres structures sociales solidement établies.

La plupart des campagnes pour la maîtrise des armements et pour l'élimination des armes nucléaires estiment que l'existence de ces armes vingt ans après la fin de la guerre froide est

une aberration et que leur abolition est un objectif pour l'ensemble des citoyens et la plupart des élites. L'on imagine que ceux qui profitent directement des arsenaux nucléaires ont un certain pouvoir, mais en fin de compte les armes nucléaires ne seraient pas vraiment soutenues par des intérêts organisationnels au niveau de l'État ou de l'économie en dehors de l'industrie des armes nucléaires. L'on prend pour acquis que les élites du monde entier considèrent que les armes nucléaires ne peuvent être utilisées, que les communautés scientifiques et technologiques sont de moins en moins intéressées par les technologies des armes nucléaires et qu'il y a peu de risque de voir les États qui possèdent des armes nucléaires les utiliser avant qu'elles ne soient éliminées⁷.

Dans ce contexte, les ONG qui œuvrent pour le désarmement mobilisent des ressources considérables pour suivre les négociations internationales sur la maîtrise des armements, les assemblées où elles ont lieu et l'instrument qui peut ressortir de ces interminables rencontres. Tout nouvel instrument de maîtrise des armements est plus ou moins considéré automatiquement comme une bonne chose et fait l'objet de campagnes de sensibilisation, de mobilisation et de lobbying par des ONG compétentes. Les concessions arrachées par les établissements nationaux de l'armement nucléaire pour accepter de nouvelles mesures de maîtrise des armements sont considérées comme le résultat inévitable de négociations et le meilleur résultat raisonnablement possible. La signature de nouveaux traités et la réduction des stocks d'armes sont considérées comme des avancées en matière de désarmement même si la taille des arsenaux nucléaires au cours des prochaines décennies représentera encore une menace capable de détruire la civilisation.

À l'heure où ces lignes sont écrites, deux campagnes dominent les messages que je reçois des groupes américains pour le désarmement et la maîtrise des armements. La première campagne soutient le nouveau traité START entre les États-Unis et la Fédération de Russie. Cet instrument n'aura qu'un faible impact sur les armes nucléaires déployées et son application s'étalera sur plusieurs années⁸. L'administration du Président Obama a anticipé les réactions d'opposition en proposant des augmentations régulières des dépenses consacrées à l'armement nucléaire pour dix ans. En optant dès le départ pour une stratégie de reddition face aux exigences de ses adversaires politiques, l'administration a déclenché une escalade, les demandes ne concernant désormais plus seulement les armes nucléaires et leurs vecteurs, mais les systèmes de défense antimissile ainsi qu'une nouvelle catégorie d'armes classiques puissantes et extrêmement précises constituant une « frappe mondiale » à portée intercontinentale⁹.

L'on distingue deux approches chez les groupes en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements appelant à soutenir la ratification du traité START. La plus courante est celle des groupes qui me demandent de dire à mon Sénateur de voter pour l'adoption du traité START ; ils ne prennent même pas la peine de m'expliquer les négociations ayant permis d'obtenir cet accord (de toute évidence, ces organisations n'ont aucun mal à juger à ma place que ce marché est acceptable). Cette démarche consiste à rallier des personnes isolées et passives de l'opinion publique derrière des politiques préétablies par ceux qui sont au pouvoir. L'autre

stratégie est celle des groupes qui veulent que je demande à mon Sénateur de soutenir sans condition le traité START ; ils se gardent bien de préciser qu'une approbation par le Sénat est quasiment impossible dans les circonstances politiques actuelles sans accepter les conditions considérables posées par le complexe militaro-industriel. C'est un peu comme une stratégie de communication qui viserait plus particulièrement une partie de la population soutenant la paix mais ne s'engagerait pas pour autant en faveur d'une stratégie claire de changement.

Exception faite de quelques voix qui se sont élevées en marge des débats, la communauté de la maîtrise des armements et du désarmement n'a pas vraiment étudié la question de savoir si les engagements importants pris sur les plans politique et financier à l'égard de la branche du complexe militaro-industriel chargée des armes stratégiques et nucléaires en échange d'un traité de maîtrise des armements extrêmement modeste constituaient de réelles avancées pour le désarmement. Le fait que ce débat n'a pas eu lieu est particulièrement frappant lorsqu'on pense à l'échec d'une stratégie similaire qui aurait dû aboutir dans les années 90 à la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). À l'époque, les ONG les plus influentes en matière de désarmement et de maîtrise des armements avaient accepté que des engagements financiers soient pris à l'égard des établissements de l'armement nucléaire en échange d'un traité¹⁰. Dix ans plus tard, le TICE n'était toujours pas en vigueur et des milliards de dollars avaient été consacrés à de nouvelles installations dans les laboratoires américains consacrés aux armes nucléaires.

Quant à la seconde campagne visant à sensibiliser les gens aux problèmes des armes nucléaires et censée promouvoir le désarmement, elle repose sur un film intitulé *Countdown to Zero*. Cette campagne a reçu des financements considérables de la part de fondations et d'autres acteurs. Le film ainsi que les interventions dans les médias de certains experts figurant dans le film insistent sur le risque de voir l'Iran ou des « terroristes » – des acteurs n'ayant pas d'armes nucléaires – acquérir de telles armes. Le risque d'un échange nucléaire accidentel entre des puissances nucléaires est également évoqué tout comme la possession d'armes nucléaires par le Pakistan (un pays où la population est majoritairement musulmane, comme en Iran). La possibilité qu'un État possédant des armes nucléaires comme la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Inde, Israël ou le Royaume-Uni puisse lancer une guerre qui verrait des armes nucléaires être utilisées n'est pas vraiment évoquée. L'approche du film reflète essentiellement la position officielle du Gouvernement américain et l'aide, dans une certaine mesure, à se préparer politiquement à justifier de nouvelles actions militaires par la lutte contre la prolifération (comme dans le cas de la guerre en Iraq). Le fait que la désignation de certains États et de « terroristes » islamistes ne possédant pas d'armes nucléaires comme étant ceux qui font peser la plus grande menace de catastrophe nucléaire puisse être incorrecte et puisse, dans un climat général d'hystérie islamophobe, entretenir l'appui en faveur de guerres à l'étranger, du militarisme et même de dépenses d'armement nucléaire, ne semble pas avoir été envisagé.

Ces campagnes, et les types d'action sociale qu'elles représentent, sont le signe d'une société civile faible dont l'imagination politique se borne à choisir ou réagir aux initiatives prises par la concentration des pouvoirs de l'économie privée et de l'État. Les campagnes de sensibilisation et de mobilisation de ce genre ne sont pas des mouvements sociaux ni des activités susceptibles d'engendrer des mouvements sociaux. Il est peu probable qu'elles réussissent à atteindre des objectifs impliquant une incroyable redistribution des richesses ou du pouvoir politique. Si de tels changements s'avèrent nécessaires pour enregistrer de réels progrès dans le domaine du désarmement, la mobilisation politique plus profonde et plus large caractéristique de ce que nous considérons comme des mouvements sociaux sera indispensable.

Que devons-nous faire pour éliminer les armes nucléaires et pour éviter qu'elles ne soient utilisées d'ici là ? Que faut-il pour entretenir et développer une société civile démocratique ? De nombreux acteurs de la dernière vague de mouvements pour le désarmement qui connurent leur apogée dans les années 80 considéraient qu'une société civile démocratique était indispensable pour éliminer les armes nucléaires et ouvrir la voie à des changements dans d'autres domaines de la vie sociale qu'ils jugeaient importants. Les mouvements de désarmement des années 80 comportaient de nombreux courants qui liaient le désarmement à d'autres sujets et les inscrivaient clairement tous dans un projet très large de démocratisation sociétale¹¹. Les partisans de cette stratégie voulaient qu'une société civile démocratique et axée sur la démocratisation surgisse face aux politiques autoritaires et figées des deux blocs de la guerre froide. Leur vision devait donc s'en prendre aux causes et aux symptômes du militarisme nucléaire :

La paix est bien plus que l'absence de guerre. Une paix durable n'est possible qu'en venant à bout des diverses raisons politiques, économiques et sociales qui génèrent agression et violence dans les relations internationales et dans les affaires intérieures des États. Une démocratisation complète des États et des sociétés serait propice à la réalisation de cet objectif. Une telle démocratisation implique l'existence d'une opinion critique en mesure d'exercer un contrôle réel de tous les aspects de la politique militaire et de sécurité [...] Les systèmes économiques à l'Est et à l'Ouest ont de toute urgence besoin de démocratisation. Les besoins sociaux que sont le logement et le travail dans des conditions sûres et humaines doivent devenir plus importants dans la définition des priorités économiques. À l'Ouest, l'un des objectifs premiers doit être de s'assurer que les gens ne sont plus marginalisés par des taux de chômage colossaux. À l'Est, la décentralisation de l'économie est une étape incontournable pour améliorer l'efficacité de l'économie et faire en sorte qu'elle réponde mieux aux besoins des gens [...]¹².

Les mouvements des années 80 pour le désarmement tiraient la plus grande partie de leur pouvoir de la façon dont ces thèmes étaient regroupés au niveau local, autour de campagnes qui dénonçaient franchement la mise au point, la fabrication et le déploiement d'armes

nucléaires. Entre les lieux de déploiement des armes nucléaires et les laboratoires et sites d'essais où elles étaient mises au point, des mouvements, anciens ou récents, associaient leurs efforts pour attirer l'attention de l'opinion et s'opposer à la course aux armements nucléaires ainsi qu'aux pouvoirs économiques et politiques que celle-ci représentait et qui n'étaient, à l'évidence, soumis à aucun contrôle. Dans les tentes où furent détenues un millier de personnes après une manifestation au laboratoire nucléaire américain de Livermore (Californie), l'on pouvait croiser des gens qui s'étaient engagés à l'époque des mouvements ouvriers des années 30, dans les années 50 et 60 pour les droits civils, dans les mouvements pacifistes, écologistes ou féministes des années 60 et 70 et dans bien d'autres encore. Les enseignements des mouvements passés furent vivement débattus, les anciennes formes d'auto-organisation et d'actions furent examinées et de nouvelles furent inventées ; tout cela permit de jeter les bases de nouvelles relations et organisations et de préparer la voie à des vagues de mobilisation pour les années et décennies futures¹³.

Quelques années plus tard, les mouvements et les jeunes organisations alternatives qui s'étaient retrouvés à Livermore rassemblèrent une coalition plus large comprenant des groupes de désarmement, des organisations opposées à l'intervention des États-Unis en Amérique centrale, des sections locales de groupes écologistes comme Audubon Society ou le Sierra Club, et des syndicats dans une campagne efficace qui s'opposa au stationnement dans la baie de San Francisco d'une flottille de navires de la marine des États-Unis porteurs d'armes nucléaires. Cette campagne mêla le désarmement, l'anti-interventionnisme, les questions d'emploi, de développement et d'environnement et ouvrit le débat sur de nouveaux thèmes comme la justice environnementale et les conséquences sur l'environnement des activités militaires. Les participants tissèrent de nouveaux liens politiques et se joignirent aux campagnes et mouvements interdépendants ayant créé le réseau d'organisations et de relations qui fait de la région de la baie de San Francisco l'une des régions aux États-Unis où l'opposition à la course aux armements, au militarisme et à la guerre est relativement plus importante.

En ce temps là, il y avait beaucoup d'avis différents et de nombreuses discussions sur la façon de créer des mouvements sociaux, sur la nécessité de changer certaines structures sociales et sur les relations avec d'autres questions ou mouvements. Pour entretenir une société civile vigoureuse, il est sans doute essentiel que de telles discussions aient lieu et que des cadres très divers et largement accessibles permettent de faire l'expérience de la démocratie et de l'exercer. Une société moderne qui manque cruellement de mouvements sociaux perd bien plus que le soutien de gens enthousiastes et mobilisés pour telle ou telle question. L'absence de mouvements sociaux visibles reflète dans une large mesure l'absence même de démocratie.

Dans les régions du monde dominées par la métropole moderniste – qui sont également les zones géographiques et sociales qui fabriquent et entretiennent les armes nucléaires –, des vagues de mouvements sociaux régulièrement renouvelées sont indispensables pour opérer des changements structurels d'envergure. La démocratie a sans doute elle-même besoin de tels mouvements. Nous ne pouvons tous être mobilisés en permanence, mais la participation

à des mouvements sociaux doit être constamment présente à l'esprit de nombreuses personnes si nous voulons plus qu'un simulacre de démocratie. Plus les gens sont nombreux à constater qu'en élargissant les horizons de l'imagination politique puis en travaillant dur et en prenant des risques partagés pour forger le pouvoir et la solidarité nécessaires pour défendre la vision d'un monde meilleur face à une opposition déterminée, plus la population dans son ensemble mais aussi ceux qui veulent exercer, sans être soumis à aucun contrôle, un pouvoir non démocratique et injustifiable comprendront que de tels mouvements peuvent se reproduire. Cette capacité de la population à se mobiliser, à faire preuve de détermination, à prendre conscience de ses capacités et à s'organiser est, en fin de compte, la seule défense pour la société civile et la démocratie face à l'accroissement sans fin du pouvoir des grandes organisations de l'économie moderne et de l'État moderne¹⁴.

La guerre froide repose sur deux piliers : une économie de guerre permanente et l'hypothèse de l'ennemi permanent. Des deux, le pilier idéologique est le plus fragile ; et celui que le mouvement pour la paix en tant que mouvement d'idées et d'énergie populaire est mieux à même d'anéantir¹⁵.

Cette estimation de Thompson s'est révélée exacte, mais les stratégies des mouvements pacifistes qui ont peut-être accéléré l'effondrement de l'affrontement de la guerre froide étaient insuffisantes pour aller, en termes de désarmement nucléaire, au-delà d'une élimination des excès choquants des arsenaux de la guerre froide. L'idéologie de l'« ennemi permanent », qui prévalait du temps de la guerre froide, a été anéantie et avec elle le type de danger nucléaire qu'elle avait contribué à instaurer. C'est aussi en ce sens que les stratégies comme la campagne Freeze aux États-Unis n'ayant eu qu'une influence incertaine sur la course aux armements peuvent être considérées comme un succès. La volonté de renforcer la société civile à l'Ouest, qui était très forte chez les mouvements de désarmement des années 80, fut balayée par la vague de triomphalisme de ceux qui estimaient que la page de la guerre froide était définitivement tournée. L'idée d'instaurer une société civile pour démocratiser davantage l'économie et l'État fut submergée par un torrent d'idéologie néolibérale et une mobilisation dirigée par les puissants. À l'Est, les organisations du capital occidental s'associèrent aux vieilles élites bureaucratiques pour créer de nouvelles constellations concentrant le pouvoir économique et étatique qui empêchèrent le développement d'une société civile plus démocratique. Pendant ce temps, l'affaiblissement de la société civile et de la démocratie s'accélérait à l'Ouest.

Ce triomphalisme élimina largement toute réflexion critique sur la façon dont la guerre froide s'était achevée sans catastrophe et pourquoi. C'était vrai aussi bien dans les sous-cultures des armes nucléaires et du désarmement que dans l'ensemble de la société. Les partisans de la dissuasion nucléaire affirmaient qu'elle avait fonctionné et ceux qui estimaient qu'il fallait constamment chercher à dominer sur le plan militaire soutenaient que la décision d'investir dans des capacités de surdestruction avait joué un rôle déterminant dans l'effondrement du

système soviétique. Les partisans du désarmement assuraient que si la chance avait en partie aidé à sauver la planète, leurs mouvements avaient joué un rôle considérable pour brider les élites dotées d'armes nucléaires.

L'économie de guerre permanente a subsisté ainsi que des arsenaux nucléaires toujours si importants qu'ils pourraient détruire plusieurs fois la civilisation. La puissance économique et l'inertie politique des établissements de l'armement nucléaire leur ont peut-être permis de traverser l'interrègne idéologique qui débuta immédiatement après la guerre froide et dura jusqu'au milieu des années 90. Au début du ^{xxi}^e siècle, ceux qui vivaient ou profitaient des divers rouages de la sécurité nationale avaient créé de nouveaux ennemis permanents.

Bien qu'elle se soit ralentie, la modernisation des armes nucléaires se poursuit. Les innovations d'autres domaines, qu'il s'agisse de l'informatique, de la télédétection, des technologies spatiales ou des systèmes de guidage, ouvrent aujourd'hui la voie à des nouveaux types complexes d'affrontements stratégiques ou de courses aux armements. Si les établissements de l'armement nucléaire ont été préservés, ce n'est peut-être dû qu'aux effets conjugués d'une inertie, d'intérêts économiques relativement localisés et d'idéologies anachroniques. Ils subsistent aussi peut-être parce qu'ils servent les intérêts profondément ancrés de plusieurs élites. La distinction entre ces deux explications est importante pour formuler des stratégies de désarmement, mais l'analyse qu'elle implique reste en grande partie à faire. Il est toutefois une réalité que l'on ne peut nier, les arsenaux nucléaires qui subsistent sont immenses et pourraient détruire la civilisation humaine en un jour.

Certaines idées que l'on se fait de la guerre froide et des courses aux armements qui marquent cette période – idées aussi immuables que ce qu'on pouvait penser à une époque de la guerre froide – influencent toujours la réflexion sur les origines et buts des grands arsenaux nucléaires. Peu de gens s'intéressent à la possibilité qu'une guerre totale entre les adversaires dotés d'armes nucléaires aurait été peu probable à l'époque de la guerre froide si les armes nucléaires n'avaient pas existé ; ils sont également très peu à s'interroger sur les raisons qui expliquent que des arsenaux capables de détruire le monde ont subsisté pendant des années, puis des décennies, après la fin du conflit qui représentait nous disait-on leur raison d'être. Sur tous les spécialistes des questions de désarmement et de maîtrise des armements, rares sont ceux qui semblent prendre au sérieux la possibilité qu'une guerre puisse à nouveau éclater un jour entre les principales puissances qui détiennent des armes nucléaires, à l'exception peut-être de l'Inde et du Pakistan, même si leurs arsenaux nucléaires peuvent sembler poser des problèmes plus parce qu'ils sont nouveaux que parce qu'ils sont différents.

Le monde d'aujourd'hui présente toutefois des similitudes troublantes avec celui qui conduisit au siècle dernier à des guerres entre grandes puissances. De nouvelles puissances économiques s'opposent à celles qui dominent depuis un siècle ; elles leur font concurrence pour les ressources disponibles et cherchent à l'emporter sur les marchés des technologies et produits rentables. Ces nouvelles puissances connaissent un développement dont le rythme

et l'ampleur sont sans précédent et qui intervient dans un contexte soumis aux conséquences également sans précédent liées aux limites des ressources principales et des capacités des écosystèmes de la planète. Ces différents facteurs entraînent une polarisation extrême des richesses et un vaste éclatement des structures sociales traditionnelles. Toutes ces évolutions interviennent dans un contexte économique dominé par d'immenses sociétés capitalistes ayant acquis un pouvoir tel dans le monde qu'elles peuvent dicter leurs propres règles. Cette situation engendre à son tour une autre caractéristique de l'époque ayant conduit aux guerres mondiales : une crise économique tenace, les principales actions indispensables pour sortir de l'impasse étant contrecarrées par une incroyable accumulation de richesses et de pouvoir entre les mains d'élites déterminées à préserver le statu quo.

Lorsqu'on examine les pays qui possèdent des armes nucléaires, il y a tout lieu de s'inquiéter. Ils réunissent, pour la plupart, les ingrédients d'une instabilité à court terme et pourraient voir émerger des gouvernements susceptibles de considérer un militarisme accru et une politique étrangère agressive de prise de risques comme la solution à divers problèmes extérieurs et intérieurs. Pour ceux que la dissuasion nucléaire rassure, il importe de rappeler cette remarque de l'ancien Premier Ministre britannique Harold Macmillan « En 1938, la guerre aérienne était en quelque sorte ce que la guerre nucléaire représente aujourd'hui pour les gens »¹⁶.

Il est temps pour les gens ordinaires de confisquer le pouvoir qu'ont les riches et les puissants de jouer avec nos vies. « Au lieu d'insister sur l'horreur de la destruction nucléaire, il faudrait focaliser l'attention sur l'État tueur. Ce n'est pas à la bombe mais à son détenteur qu'il faut s'opposer : l'État qui compromet la vie de ses citoyens. »¹⁷. Il n'a pas encore été envisagé, et encore moins tenté, de chercher à faire surgir une société civile démocratique face à tous ceux qui détiennent le pouvoir qui soutient un monde de puissances nucléaires tout en étant soutenu par ce même monde.

La société civile au niveau international pose d'autres types de difficultés et ne sera donc que brièvement abordée ici. Il est évident que les couches plus aisées des États sont trop représentées dans les composantes de la société civile qui interviennent dans les discussions et instances nationales. C'est aussi pour cette raison que la démocratisation de la société civile internationale est indissociable de celle de l'ensemble de la société civile à tous les niveaux. Les efforts visant à définir une vision cohérente de la société civile internationale et d'une « sphère publique » mondiale concomitante se heurtent au clivage qui existe entre la logique des sociétés civiles et des mouvements apparus principalement pour faire des demandes aux États sous leurs différentes formes, et un désordre international où les règles sont faibles, les concentrations des pouvoirs économiques et politiques pas vraiment entravées et où la force militaire est l'ultime arbitre des conflits¹⁸. Les États qui exercent des politiques de chantage à la protection s'exacerbant les unes les autres représentent un problème particulièrement grave dans le cadre du désarmement, les arsenaux nucléaires étant pour une minorité un moyen mais aussi une motivation pour dominer dans un monde à deux vitesses¹⁹. Alors que la plupart des États convergent vers l'une ou l'autre forme de capitalisme oligarchique, il faut avoir un point

de vue particulièrement contraire aux discours estimant que la sécurité nationale des États doit venir d'en haut pour s'opposer aux idéologies justifiant les intérêts exclusifs de certaines élites, y compris les affirmations selon lesquelles les arsenaux nucléaires et le militarisme de haute technologie servent un intérêt général national.

En raison des alliances entre grandes et puissantes organisations qui veulent maintenir un statu quo intenable et inéquitable et l'étendre par-delà les frontières entre les pays et par-delà la séparation entre l'économie et l'État, la nécessité de discussions et d'actions se fait sentir par-delà les frontières. Ces efforts devraient toutefois trouver leurs racines là où se font sentir les conséquences de décisions prises par des personnes éloignées aussi bien socialement que géographiquement, et non pas dans des couloirs à l'extérieur de bureaux ou salles de réunion de responsables peu réceptifs. En concentrant trop tôt nos efforts sur les sphères du pouvoir, nous pourrions être pris au piège et devoir suivre la façon dont les puissants et les professionnels et spécialistes qu'ils emploient définissent les questions. Il est peu probable que les ONG du désarmement intervenant dans les instances internationales réussissent à influencer les politiques militaires directrices des États les plus puissants si, dans ces pays, la société civile est faible.

Lorsque notre programme et nos priorités sont ancrés là où nous vivons, travaillons et sentons ensemble les conséquences de décisions prises dans des centres de pouvoir très éloignés, nous découvrons et réalisons plus sûrement d'où viennent les risques et l'exploitation qui nous sont imposés sans notre accord. En restant très attachés à ces racines, nous pouvons espérer créer un engrenage positif et permettre des analyses et débats indépendants, identifier des alliés, créer des cadres permettant aux gens d'apprendre et d'exercer les pratiques de la démocratie, et réussir un jour à mettre en place une politique et une société civile qui sauront instaurer une économie et un État qui nous conviennent. Cette démarche qui devrait, à long terme, conduire vers le désarmement est aussi, à court terme, notre meilleure défense contre l'autoritarisme, le militarisme et la guerre.

Notes

1. Voir Darwin Bond-Graham, « New START: A Brief Analysis of the Treaty Ratification Process, Campaign Finance, and Lobbying Activities », 24 septembre 2010, <darwinbondgraham.blogspot.com/2010/09/new-start-brief-analysis-of-treaty.html>.
2. E.P. Thompson, 1985, *The Heavy Dancers: Writings on War, Past and Future*, New York, Pantheon Books, p. 3.
3. Arthur Lipow, 1996, *Political Parties and Democracy: Explorations in History and Theory*, Londres, Pluto Press, p. 162 et 163.
4. Jean L. Cohen et Andrew Arato, 1992, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge (Massachusetts), MIT Press, p. 30.
5. Voir Peter Mair, 2006, « Ruling the Void? The Hollowing of Western Democracy », *New Left Review*, n° 42 p. 25 et 46. Il est intéressant de noter qu'un historien chinois de renom a fait les mêmes observations et avancé une dynamique similaire dans la structure du pouvoir chinois et le Parti communiste. Voir Wang Hui, 2006, « Depoliticized Politics, from East to West », *New Left Review*, n° 41, p. 29.

6. Pour en savoir plus sur le contrôle des organisations militantes par des sociétés, voir Jane Mayer, « Covert Operations: The Billionaire Brothers Who Are Waging a War against Obama », *The New Yorker*, 30 août 2010 ; et Frank Rich, « The Very Useful Idiocy of Christine O'Donnell », *The New York Times*, 2 octobre 2010. S'agissant du rôle des fondations dans l'orientation de la contestation, voir par exemple Joan Roelofs, 2003, *Foundations and Public Policy: The Mask of Pluralism*, Albany (New York), State University of New York Press ; et Incite! Women of Color against Violence (sous la direction de), 2007, *The Revolution Will not Be Funded: Beyond the Non-Profit Industrial Complex*, Cambridge (Massachusetts), South End Press.
7. Cette opinion a été récemment bien argumentée in Zia Mian, 2010, « Charting a Path toward Eliminating Nuclear Weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 27 septembre 2010.
8. Voir Ivan Oelrich et Hans Kristensen, « New START Treaty Reduces Limit for Strategic Warheads but not Number », *Public Interest Report*, Federation of American Scientists, 22 juin 2010.
9. Voir, par exemple, Elaine M. Grossman, « As 'New START' Goes to Senate Floor, Panel Strikes Compromise on Missile Defense », *Global Security Newswire*, 17 septembre 2010.
10. Voir Jacqueline Cabasso, 2007, « Nuclear Weapons Research and Development », in Michael Spies et John Burroughs (sous la direction de), *Nuclear Disorder or Cooperative Security? US Weapons of Terror, the Global Proliferation Crisis, and Paths to Peace*, New York, Lawyers Committee on Nuclear Policy, Western States Legal Foundation, et Reaching Critical Will, p. 93 et suivantes.
11. Aux États-Unis, cette position fut reléguée au second plan par une conception largement répandue du « mouvement antinucléaire » des années 80 qui accorde un poids disproportionné à la campagne « Freeze » qui optait pour des stratégies limitées, axées sur une question unique. Même si une étude détaillée du mouvement Freeze dépasse le cadre de cet article, quelques observations s'imposent. La stratégie du mouvement Freeze n'était pas sans susciter certaines controverses à l'époque au sein du mouvement antinucléaire dans son ensemble ; Freeze était plus soutenu et intéressait davantage dans certaines régions. Ce mouvement débuta dans le Nord-Est des États-Unis où il fut très influent. La concentration dans cette région des médias et du pouvoir politique a généralement permis aux acteurs des mouvements sociaux actifs dans cette région d'un immense pays, complexe et contrasté, de laisser des traces écrites nettement plus importantes qu'ailleurs.
12. European Network for East-West Dialogue, *Giving Real Life to the Helsinki Accords*, novembre 1986, cité in Lipow, op. cit., p. 160.
13. D'autres mouvements similaires se manifestèrent, mais différemment, comme le campement organisé par des femmes pour s'opposer au déploiement de missiles de croisière nucléaires à Greenham Common (Royaume-Uni) ; ce mouvement avait des origines symboliques remontant aux manifestations organisées il y a plusieurs siècles contre le mouvement des enclosures en Angleterre et des liens avec des mouvements britanniques récents d'écologistes, de féministes ou de squatters urbains. Voir, par exemple, Sasha Roseneil, 2001, « The Global, the Local, and the Personal: The Dynamics of a Social Movement in Postmodernity », in Pierre Hamel et al. (sous la direction de), *Globalization and Social Movements*, New York, Palgrave MacMillan, p. 89.
14. Pour une explication plus détaillée d'une position similaire, voir Cohen et Arato, op. cit., chapitre 10 et p. 562. Pour un point de vue connexe dans un contexte social différent, voir le concept de Jayaprakash Narayan concernant les mouvements non violents visant des objectifs qui nécessitent de profonds changements sociaux dans le cadre d'une société que l'on cherche à démocratiser, <www.mkgandhi.org/jpnarayan/total_revolution.htm>, citant « Notes on Bihar Movement », 1975, in Ajit Bhattacharjea, 2002, *Transforming the Polity: Centenary Readings from Jayaprakash Narayan*, Rupa and Co.
15. Thompson, op. cit., p. 353.
16. Harold Macmillan, 1966, *Winds of Change, 1914-1939*, Londres, p. 575 ; cité in Michael Sherry, 1987, *The Rise of American Air Power: The Creation of Armageddon*, New Haven (Connecticut), Yale University Press, p. 74.
17. Srirupa Roy, 2009, « The Politics of Death: the Antinuclear Imaginary in India », in Itty Abraham (sous la direction de), *South Asian Cultures of the Bomb: Atomic Publics and the State in India and Pakistan*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press, p. 128.

18. Sur ce point, voir par exemple Nancy Fraser, 2005, « Transnationalizing the Public Sphere », <www.republicart.net/disc/publicum/fraser01_en.pdf>.
19. Voir Charles Tilly, 1985, « War Making and State Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (sous la direction de), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 169 et 171.